

Bulletin trimestriel de la Banque Centrale des Comores



Publication: Mars 2015

www.banque-comores.km

Sommaire	
I. Evolution de la situation monétaire, bancaire et financière	5
II. Evolution des soldes d'opinion	10
III. Place du secteur primaire dans l'économie comorienne	13
Liste des Tableaux	
Tableau 1 : Situation monétaire	5
Tableau 2 : Dépôt par catégorie	
Tableau 3 : Crédit par catégorie	θ
Tableau 4 : Statistiques de la chambre de compensation	8
Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent	8
Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change	g
Tableau 7 : Agriculture : Évolution de la production	14
Tableau 8 : Elevage : Évolution des effectifs	14
Tableau 9: Pêche : Évolution des captures	
Liste des graphiques	
Graphique 1 : Evolution de la répartition du PIB par secteur d'activité	13
Graphique 2 : Structure moyenne de l'économie (2000-2013)	
Graphique 3: Contribution à la croissance des différents secteurs d'activité	14
Graphique 4: Part des importations de produits alimentaires	
Graphique 5: Des exportations dominées par les produits de rente	
Graphique 6: Evolution comparée du taux de contribution du secteur agricole à la croissance et du	taux d'inflation 16

Email: gdir-etudes@banque-comores.km - Site web: www.banque-comores.km



MOT DU GOUVERNEUR

Mesdames et Messieurs,

Nous avons le plaisir de vous présenter le 4^{ème} bulletin trimestriel de l'année 2014 qui a bénéficié d'une modification de la maquette avec un nouveau design améliorant la présentation et facilitant la lecture de l'information. Nous espérons que l'intérêt que vous portez à ce bulletin sera renforcé.

Ce dernier bulletin de l'année 2014 nous offre l'opportunité de souligner les importantes réalisations de la Banque centrale, en particulier :

- La mise en circulation de la nouvelle pièce de 250 FC
- Le lancement du nouveau site internet de la Banque centrale le 2 janvier 2014,
- La réforme de la réglementation prudentielle, après la promulgation de la nouvelle loi bancaire en 2013,
- La définition d'un nouveau mécanisme de fixation des Taux Effectifs Globaux (TEG) appliqués aux crédits accordés par les établissements de crédit à leurs clients,
- L'élaboration du texte règlementant le système et les moyens de paiement, notamment la monétique et les paiements électroniques,
- Le lancement de la Centrale des Risques et des Incidents de paiement le 29 octobre 2014,
- La mise en place du fonds de développement du secteur bancaire et financier, doté d'un million d'euros par le Trésor Français, à travers une aide budgétaire accordé au Gouvernement comorien,
- L'agrément d'une nouvelle société de services financiers,
- Le raccordement de la Banque centrale à la fibre optique et la connexion avec les agences d'Anjouan et de Mohéli,
- La mise en place d'un mécanisme sécurisé de versement et de prélèvement des valeurs aux guichets de la Banque centrale,
- Le lancement du bulletin trimestriel, nouvelle publication de la Banque,

2014 a également été une année riche en évènements :

Pour la 1ère fois dans l'histoire de la Banque centrale, sur invitation du Gouverneur, SEM le Président de la République, Dr Ikililou Dhoinine a visité le siège de notre grande institution. A cette occasion, le Président de la République s'est dit satisfait de sa visite au sein de « cette prestigieuse institution, garante de la bonne gouvernance monétaire de notre pays».

Il s'est également réjoui « des efforts réalisés ces derniers temps par la Banque centrale, notamment l'agrément de nouvelles banques, la modernisation de la loi bancaire et la mise en place effective du dispositif de lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ».



La BCC a aussi hébergé dans ses locaux la cérémonie de signature de la convention qui a consacré l'annulation intégrale de la dette postale, d'un montant total de 4,9 millions d'Euros, occasion pour notre établissement de marquer les 35 ans de l'accord de coopération monétaire entre les Comores et la France signé le 23 novembre 1979, dont la Banque centrale a la charge de la mise en œuvre.

La Banque centrale a aussi œuvré à la signature du protocole d'accord relatif au traitement de la dette liée à la crise de la filière vanille qui date de l'année 2003, protocole qui marque la fin d'une longue et difficile période pour tous les intervenants de la filière vanille.

Nous poursuivrons en 2015 la dynamique de réformes structurantes aussi bien pour la banque centrale que pour le secteur bancaire et financier comorien.

Vous êtes de plus en plus nombreux à consulter le site Internet de la Banque et à lire le bulletin trimestriel. Vos encouragements nous motivent à continuer à vous fournir des informations actualisées de qualité.

Dans ce 5ème numéro, nous avons fait le choix de développer dans la rubrique thématique un focus sur l'importance du secteur primaire dans l'économie comorienne.

Je tiens à remercier les diverses administrations publiques, les institutions financières ainsi que les entreprises publiques et privées pour la confiance témoignée et la qualité des informations communiquées. Je remercie aussi la société HASHIRI qui a réalisé la nouvelle maquette de notre bulletin.

M. Mzé Abdou Mohamed Chanfiou



I. EVOLUTION DE LA SITUATION MONÉTAIRE, BANCAIRE ET FINANCIÈRE

1.1 LA SITUATION MONÉTAIRE

EVOLUTION DE M2 (EN MILLIONS FC)	DEC-13	Mars-14	Juin-14	SEPT-14	DEC-14*
CIRCULATION FIDUCIAIRE	21 740	18 862	20 220	24 489	24 693
Depots a vue	35 138	36 557	33 815	38 880	37 556
Depots d'epargne	32 985	32 352	32 640	33 662	34 886
Masse Monetaire (M2)	89 862	87 770	86 675	97 030	97 135
Avoirs Exterieurs Nets	56 567	51 490	46 771	57 525	57 341
Credit Interieur Creances Nettes a l'Etat	59 694 <i>5 511</i>	63 256 <i>8 171</i>	66 618 <i>7 708</i>	65 761 7 819	67 494 8 290
Credits a l'economie Autres Postes Nets	<i>54 183</i> (26 398)	<i>55 085</i> (26 976)	58 910 (26 714)	<i>57 942</i> (26 256)	59 204 (27 700)
		Source : BCC, DEEMF *CHIFFRES PROVISOIRES			

Tableau 1 : Situation monétaire

A la fin du 4ème trimestre 2014, la masse monétaire s'est maintenue à 97,1 milliards FC, niveau identique à celui observé au trimestre précédent. En revanche, elle a augmenté de 8,1% par rapport à décembre 2013, évolution qui s'explique notamment par l'accroissement du crédit au secteur privé qui passe de 54,2 milliards FC en décembre 2013 à 59,2 milliards FC en décembre 2014, après 57,9 milliards FC en septembre 2014.

L'endettement intérieur net de l'Etat a aussi augmenté, passant de 5,5 milliards FC en décembre 2013 à 8,3 milliards FC en décembre 2014, après 7,9 milliards FC en septembre 2014.

Les avoirs extérieurs nets ont légèrement augmenté, s'établissant à 57,3 milliards FC

contre 56,6 milliards FC en décembre 2013, après 46,7 milliards FC en juin 2014.

Les composantes de la masse monétaire ont évolué comme suit : les dépôts à vue ont augmenté de 6,9% par rapport à décembre 2013, s'élevant à 37,6 milliards FC contre 35,1 milliards FC pendant la période. En revanche, par rapport au trimestre précédent, ils ont légèrement diminué.

Les dépôts d'épargne ont suivi la même tendance haussière, s'établissant à 34,9 milliards FC en décembre 2014 contre 33 milliards FC en décembre 2013, après 33,7 milliards FC en septembre 2014.

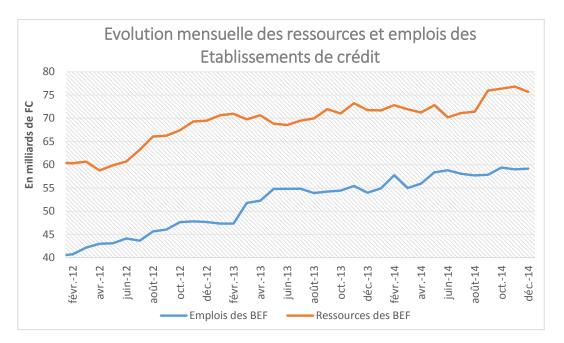
La circulation fiduciaire s'est maintenue à un niveau élevé, atteignant 24,7 milliards FC après 24,5 milliards FC à fin septembre 2014.

1.2 L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Le total des bilans consolidés des établissements de crédit a progressé de 5,4% en un an, passant de 95,3 milliards FC à fin décembre 2013 à 100,5 milliards FC à fin décembre 2014, après 99,7 milliards FC à fin septembre 2014.

Cette progression résulte de la consolidation de 0,4% de la trésorerie nette, du raffermissement du financement bancaire à l'économie, avec un accroissement de 9,6% et de l'augmentation de 5,5% des dépôts de la clientèle.





Pour le trimestre en cours, il apparait toutefois une légère contraction de 0,4% de l'encours des dépôts, qui avait progressé de 8,2% au 3ème trimestre 2014.

Cette contraction a surtout concerné les dépôts des entreprises publiques, tandis que ceux des ménages ont augmenté de 2 milliards FC au dernier trimestre.

DEPOTS PAR CATEGORIE	2014 T1	2014 T2	2014 T3	2014 T4
ENTREPRISES PUBLIQUES	6,7	6,3	7,1	3,7
ENTREPRISES PRIVEES	19,2	18,8	18,5	19
MENAGES (YC SECTEUR INFORMEL)	69,9	70,7	69,5	72,5
AUTRES	4,2	4,2	4,9	4,7

Tableau 2 : Dépôt par catégorie (en % du total)

L'encours des crédits bruts s'est élevé à 59,1 milliards FC en décembre 2014 contre 54 milliards FC en décembre 2013, après 57,8 milliards FC en septembre 2014. Ces crédits restent orientés essentiellement vers les entreprises privées et les ménages. La part des financements des entreprises privées, qui avait baissé au trimestre précédent s'est

à nouveau redressée, s'établissant à 51,9% contre 47,8% au trimestre précédent.

En revanche, la part des crédits accordés aux ménages a baissé, ne représentant que 44,2% contre 46% au trimestre précédent. Les financements aux entreprises publiques ont subi la même tendance et leur part est passée de 3,8% à 1,3% sur la même période.

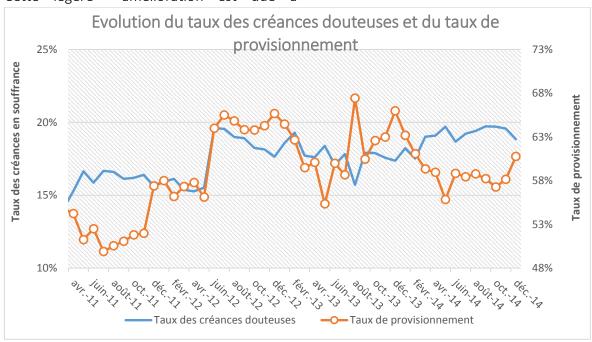
CREDITS PAR CATEGORIE	2014 T1	2014 T2	2014 T3	2014 T4
ENTREPRISES PUBLIQUES	0,8	3,5	3,8	1,3
ENTREPRISES PRIVEES	53,2	51,6	47,8	51,9
Menages (y.c informel)	43,1	42,4	46	44,2
AUTRES	2,8	2,5	2,4	2,5

Tableau 3 : Crédit par catégorie(en % du total)



En dépit de la consolidation des financements bancaires au secteur privé, la qualité globale du portefeuille de crédit reste moins performante, affichant un taux de créances douteuses élevé, soit 18,9% à fin décembre 2014 contre 19,7% à fin septembre 2014. Cette légère amélioration est due à

l'accroissement de l'encours des crédits bruts. Le taux de couverture a été renforcé, s'établissant à 60,7% en décembre contre 58,2% en septembre 2014.



1.3 CHAMBRE DE COMPENSATION

Le tableau ci-dessous présente la compensation des chèques et des virements en valeur et en nombre. Ainsi, 14.601 chèques, représentant une valeur totale de 14,4 milliards FC, ont été présentés à la compensation au 4ème trimestre 2014 contre 14.133 chèques au 4ème trimestre 2013, après 12.988 chèques au 3ème trimestre 2014, pour des valeurs respectives de 14,3 milliards FC et de 13 milliards FC.

Au niveau des virements, le nombre croît régulièrement, passant de 1.500 au 4ème trimestre 2013 à 2.241 au 4ème trimestre 2014, après 1.855 au trimestre précédent.

En valeur, les virements présentés à la compensation ont atteint 12,9 milliards FC au 4ème trimestre 2014 contre 8,4 milliards FC

au trimestre précédent, et après 9,2 milliards FC au 4ème trimestre 2013.

En termes de rejets, 379 chèques ont été rejetés au cours du 4ème trimestre 2014 contre 471 chèques à la même période de l'année dernière, tandis que celui des virements rejetés a augmenté, passant de 19 à 22 sur les 2 périodes.

Ces chiffres, en augmentation régulière, montrent que les paiements scripturaux s'améliorent. La mise en place effective de la centrale des risques et des incidents de paiement ainsi que la validation par décret présidentiel du nouveau texte réglementant les moyens et les systèmes de paiement, concourent à la consolidation de cette tendance



		CHEQUES		VIREMEN	ΓS
		Presentes a la	REJETES	Presentes a la	REJETES
		COMPENSATION		COMPENSATION	
2013 T1	Nombre	13 746	380	1 212	17
	Valeur*	13 032	648	15,177	34
2013 T2	Nombre	13 385	372	1 464	14
	Valeur*	12 674	393	11 100	9
2013 T3	Nombre	13 721	450	1 456	24
	VALEUR*	14 093	491	9 894	45
2013 T4	Nombre	14 133	471	1 500	19
	VALEUR*	14 288	352	9 214	52
2014 T1	Nombre	12 963	391	1 446	31
	VALEUR*	12 904	267	11 892	227
2014 T2	Nombre	13 648	336	1 876	28
	VALEUR*	12 742	172	9 658	188
2014 T3	Nombre	12 988	306	1 855	21
	VALEUR*	13 035	262	8 450	40
2014 T4	Nombre	14 601	379	2 241	22
	VALEUR*	14 418	388	12 861	30

Tableau 4 : Chambre de compensation

1.4 Opérations de change du système bancaire et Transferts reçus et émis par les Sociétés de transferts d'argent

Les transferts courants privés ont atteint 26,1 milliards FC en décembre 2014 contre 22,2 milliards FC en décembre 2013, soit une hausse de 17,2%. En revanche, les opérations de change manuel auprès du système bancaire et financier se sont contractées de 6,7%, s'établissant à

29,7milliards FC en décembre 2014 contre 31,8 milliards FC en décembre 2013.

Les ventes de devises ont reculé de 5,2%, tandis que les transferts émis augmentaient de 4,9% sur la même période.

En MILLIONS FC	CHANGE MANUEL			ANT PAR LES SOCIETES
CHANGE MANUEL	ACHATS	VENTES	RECEPTIONS	EMISSIONS
2013 T1	6 730	5 180	5 225	1 961
2013 T2	6 199	4 816	5 347	2 213
2013 T3	12 465	4 675	5 715	1 940
2013 T4	6 425	2 586	5 948	2 031
ANNEE 2013	31 819	17 256	22 235	8 146
2014 T1	6 080	3 276	6 192	1 907
2014 T2	5 307	4 497	6 078	2 255
2014 T3	10 921	4 754	7 273*	2 231
2014 T4	7 370	3 821	6 513	2 148
ANNEE 2014	29 678	16 348	26 056	8 541

Tableau 5 : Opérations de change manuel et de transfert d'argent



1.5 EVOLUTION DES PRINCIPAUX TAUX D'INTÉRÊT ET DE CHANGE

	SEPT-14	Ост-14	Nov-14	DEC-14				
Taux Nationaux								
ESCOMPTE BCC (EONIA+1,5)	1,51	1,49	1,49	1,47				
TAUX DE REMUNERATION DES DEPOTS DES BEF AUPRES DE LA								
BCC								
-Reserves libres (EONIA - 1/8)*	-0,12	-0,13	-0,14	-0,16				
-Reserves obligatoires (EONIA -1,25)*	-1,24	-1,26	-1,26	-1,28				
Taux debiteurs	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]	[7 - 14]				
Taux de	LA BCE							
EONIA	0,007	-0,005	-0,0012	-0,030				
Pret Marginal	0,30	0,30	0,30	0,30				
EURIBOR 1 mois	0,018	0,008	0,010	0,023				
EURIBOR 6 MOIS	0,200	0,184	0,182	0,176				
EURIBOR 12 Mois	0,362	0,338	0,335	0,329				
TAUX DE CHANGE PAR RAPPORT AU FRANC CO	OMORIEN A FIN	DE MOIS (A TITE	RE INDICATIF)					
Ariary – FMG (Madagascar)	0,1532	0,15437	0,15211	0,154098				
Dirham — EAD (Emirats Arabes Unis)	106,0435	106,9681	107,7223	110,7138				
Dollar – USD (Etats Unis d'Amerique)	381,3723	388,2222	394,45581	399,305				
Roupie – MUR (Maurice)	12,5401	12,67047	12,834951	12,9662				
Shilling – TZS (Tanzanie)	0,2285	0,22943	0,22905	0,231048				
				4				
Yuan- CNY (Chine)	62,1113	63,3696	64,384794	64,4793				

Tableau 6 : Évolution des principaux taux d'intérêt et de change

Les taux de la Banque de centrale sont indexés au taux de l'EONIA et évoluent parallèlement. En attendant la mise en place effective de Taux Effectifs Globaux (TEG), les conditions applicables par les banques aux opérations avec leur clientèle sont fixées par le ministre des Finances, sur proposition de la Banque centrale. Ces taux sont fixés sur la base d'une fourchette entre un taux planché de 7% et un taux plafond de 14%, les banques étant libres

de fixer leurs taux à l'intérieur de cette fourchette en fonction de leur appréciation des risques présentés par les emprunteurs.

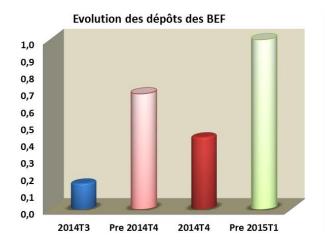
Les Cours de change sont renseignés à titre indicatif à partir des cours des principales devises publiés quotidiennement par la Banque de France, convertis en FC sur la base du taux de change fixe EURO / FC = 491,96775

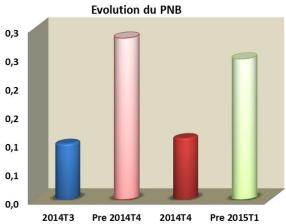


II. EVOLUTION DES SOLDES D'OPINION

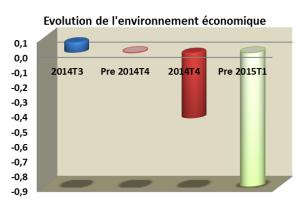
Le solde d'opinion correspond à la différence entre le pourcentage des réponses positives et le pourcentage de réponses négatives. Chaque opinion exprimée est pondérée par le bilan de l'établissement, considéré comme clé de pondération unique.

2.1 Secteur bancaire et financier









Comme pour le 1er trimestre 2014, les établissements de crédit projettent une forte dépôts hausse des de la clientèle accompagnée d'une consolidation du Produit Net Bancaire (PNB) au premier trimestre 2015. En dépit de cette projection optimiste, les dirigeants des établissements de crédit affichent une opinion globalement

défavorable de l'évolution de l'environnement économique, en liaison avec les retards observés dans le paiement des salaires des fonctionnaires et l'accentuation des difficultés de la Mamwé, société de production de l'électricité, à fournir régulièrement l'énergie



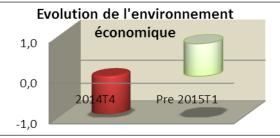
2.2 SECTEUR DES BTP





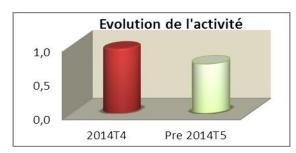
Pour le premier trimestre 2015, les dirigeants des entreprises de BTP anticipent une activité soutenue du secteur, dans la tendance du trimestre écoulé que la grande majorité a positivement évalué.

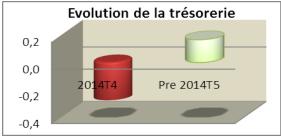




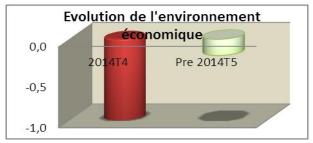
Cette opinion est corrélée à leur appréciation globalement positive des prévisions d'investissements public et privé dans le domaine.

2.3 SECTEUR DU COMMERCE







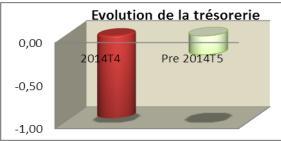


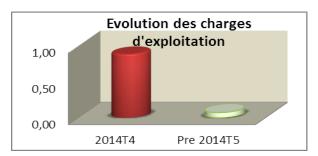
Pour le premier trimestre 2015, les chefs des entreprises du commerce anticipent une poursuite de la bonne tendance de l'activité de leur secteur, dans la lancée du trimestre écoulé que la grande majorité a positivement évalué. Cette opinion est toutefois contrariée par une appréciation globalement défavorable de l'environnement économique.



2.4 SECTEUR DE L'INDUSTRIE



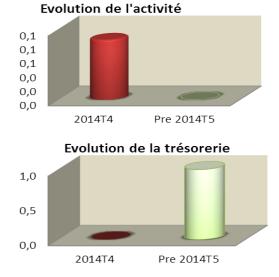


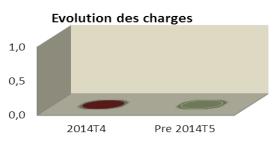


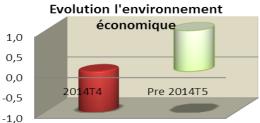


Partant d'une opinion très négative sur le trimestre écoulé, les anticipations du trimestre en cours des chefs d'entreprise du secteur Industrie sont très négatives, notamment en raison d'une appréciation défavorable de l'environnement économique d'ensemble.

2.5 SECTEUR DE L'HÔTELLERIE







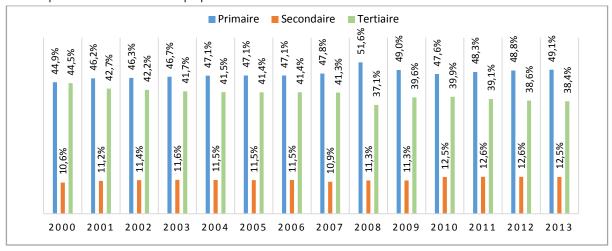
Après une bonne opinion de leur activité au cours du trimestre écoulé, en liaison avec les fêtes de fin d'année, les hôteliers prévoient

une stabilité de leur activité pour le 1er trimestre 2015, dans un environnement économique qu'ils évaluent positivement.



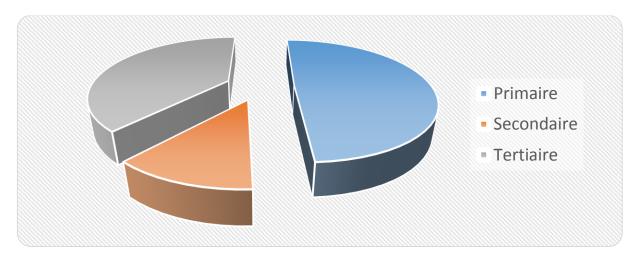
III. PLACE DU SECTEUR PRIMAIRE DANS L'ÉCONOMIE COMORIENNE

Le secteur de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche occupe une place prépondérante dans la structure de l'économie comorienne et emploie 42 % de la population active devant l'industrie (21 %) et les services (37 %). Il représente, grâce aux produits de rente, la principale source de recettes d'exportation.



Graphique 1 : Evolution de la répartition du PIB par secteur d'activité

Source: CGP

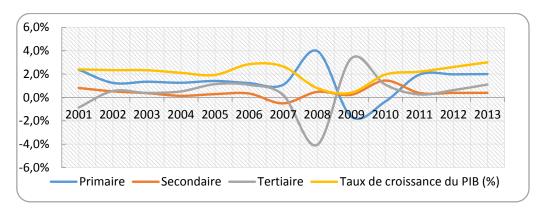


Graphique 2 : Structure moyenne de l'économie (2000-2013)

Source: CGP

Sur la période 2000-2013, le secteur primaire a contribué à la croissance en moyenne à hauteur de 1,4%, contre des contributions moyennes de 0,4%, aussi bien pour le secteur secondaire que pour le secteur tertiaire.





Graphique 3: Contribution à la croissance des différents secteurs d'activité

3.1 LA PRODUCTION AGRICOLE

Les principaux produits agricoles sont repartis entre les cultures vivrières, maraichères et fruitières (bananes, manioc, noix de coco, patates douces, taro, pommes de terre, maïs, tomates, laitues, oignons, agrumes, oranges, litchis, fruits de la passion, avocats, mangues, jaquiers, papayes, goyaves,...) et les cultures de rente (vanille, clous et griffes de girofle, essence d'ylang-ylang). Le tableau ci-dessous présente la production en tonnes des produits maraichers et vivriers.

PRODUCTION	2012 (T)	2013 (T)	VARIATION(%)
PRODUITS MARAICHERS	38.684	45.000	16%
PRODUITS VIVRIERS	102.125	107.000	5%

Tableau 7 : Évolution de la production agricole

En dépit de la progression observée ces dernières années, les Comores continuent d'enregistrer un accroissement des importations de produits agricoles dans les pays de la région de l'océan indien et de l'Afrique austral.

Au niveau de l'élevage, les Comores importent régulièrement des animaux sur

pied, essentiellement d'origine de l'Afrique Australe. La production locale, confrontée à une forte concurrence des importations à grande échelle le plus souvent subventionnée par les pays d'origine, a été fortement impactée par des maladies bovines importées qui ont ravagé le cheptel. Le tableau ci-après illustre cette dégradation.

		RUMINANTS			V	OLAILLE	5		
		BOVINS	CAPRINS	OVINS	TOTAUX	LOCALES	INDUSTRIELL ES	CEUFS (EN TONNES)	LAIT DE VACHE (EN TONNES)
2003	EFFECTIFS	56 791	95 823	16 271	168 885	50 398	71 000	474	11 822
2012	EFFECTIFS	72 089	205 405	20 612	298 106	117188	66 000	409	27 552

Tableau 8 : Évolution des effectifs



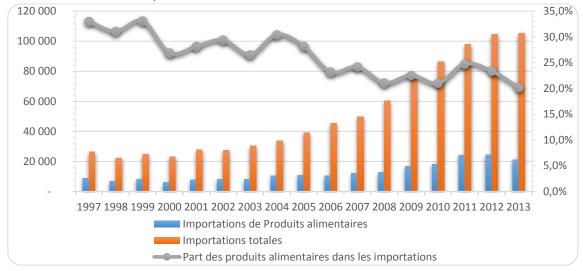
Au niveau de la pêche, longtemps caractérisé par une pêche artisanale, à côté d'une pêche industrielle des bateaux de l'Union Européenne, le processus de développement d'une pêche semi-industrielle se poursuit avec la mise en place d'infrastructures de production de bateaux et de transformation de produits halieutiques.

PRODUCTION	2012 (T)	2013 (T)	VARIATION(%)
PECHE ARTISANALE	19.000	18.500	- 3%
PECHE SEMI-INDUSTRIELLE	16	18	13%
PECHE INDUSTRIELLE (ACCORD DE	2.476	4.081	65%
РЕСНЕ)			
TOTAL	21 492	22 659	

Tableau 9 : Évolution des captures

3.2 IMPACT SUR LES GRANDS AGRÉGATS ÉCONOMIQUES

La production agricole comorienne ne permet pas de couvrir la grande partie de la consommation nationale. Le pays importe de plus en plus de produits alimentaires (en moyenne sur les 10 dernières années, les produits alimentaires représentent 24% du total des importations), contribuant à l'aggravation du déficit structurel du commerce extérieur.

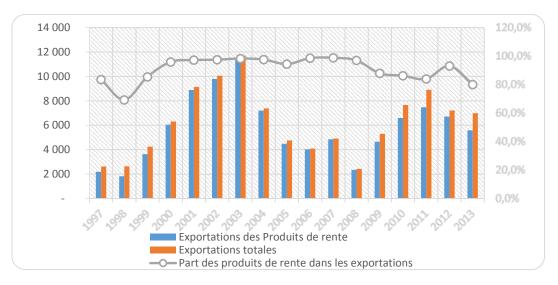


Graphique 4: Part importante des importations de produits alimentaires

Les importations de riz qui s'élevaient à 24.000 tonnes au début des années 2000, soit environ 2,8 milliards FC, ont atteint près de 52.000 tonnes en 2013, équivalent à 10,8 milliards FC. Ce montant est largement supérieur (plus de 1,5 fois) à celui de la valeur totale des exportations de 2013.

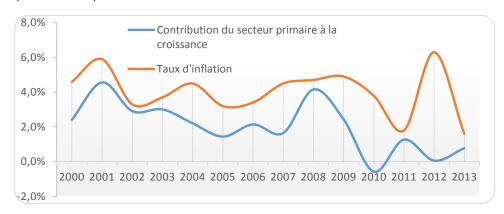
En revanche, les produits de rente, où les Comores disposent d'un avantage comparatif indéniable, subissent très peu de transformation et sont exportés à l'état quasibrut, sans valeur ajoutée.





Graphique 5: Des exportations dominées par les produits de rente

Impact sur les prix :



Graphique 6: Evolution comparée du taux de contribution du secteur agricole à la croissance et du taux d'inflation

On observe, à l'exception de la période 2000-2002, que les deux courbes affichent une bonne corrélation théorique, le taux d'inflation évoluant inversement à l'accroissement de la production agricole. Une production agricole abondante est souvent accompagnée d'une baisse du niveau général des prix, en dépit de la forte dépendance des prix aux produits importés. Cette corrélation, très nette à partir de 2010, s'explique en partie par la forte pondération (66,7%) des produits alimentaires dans l'indice des prix.

3.3 LES PRINCIPALES CONTRAINTES DE L'AGRICULTURE COMORIENNE.

Les principales contraintes que rencontre le secteur agricole peuvent être résumées comme suit :

- une surface de production réduite et différenciée en termes de relief,
- une absence de mécanisation avec des techniques de production peu intensives et un travail agricole essentiellement manuel,



- les investissements en capital dans le secteur très faible, y compris des financements bancaires,
- un vieillissement de la main d'œuvre,
- un problème d'irrigation des cultures,
- une faible valeur ajoutée avec très peu de transformation sur place, notamment pour les produits de rente
- une base exportable limitée, les petites entreprises de fabrication artisanale (qui donnait même lieu à des exportations

avant 1900) de sucre de sel, de savon, de cordes et autres produits ayant fermé. Le nombre de produits exportés est passé de 21 à 3 seulement.

Pour inverser cette tendance de forte dépendance extérieure, les autorités comoriennes, ont affiché dans la SCA2D (Stratégie de Croissance Accélérée et de Développement Durable), les principales actions à entreprendre qui mettent l'accent sur la nécessité de politiques agricoles adéquates et intégratrices.